

Mme le Président: La Chambre consent-elle unanimement à débattre cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROJET DE LOI CONCERNANT L'IMPORTATION DE LA VIANDE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bert Hargrave (Medicine Hat): Madame le Président, je prends la parole en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement à propos d'une affaire urgente touchant l'élevage des bovins au Canada. Étant donné que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) et celui de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) ont annoncé le 31 décembre dernier que le Canada n'imposerait pas de contingentement à l'importation de viande de bœuf en 1981, et étant donné qu'à l'heure actuelle nous importons des États-Unis entre 6,000 et 7,000 têtes de bovins engraisés par semaine, je propose, appuyé par le député de Lisgar (M. Murta):

Que le ministre de l'Agriculture prenne immédiatement des mesures pour faire présenter son bill C-46, régissant l'importation de la viande, afin qu'après un débat rapide en deuxième lecture il puisse être renvoyé au comité permanent de l'agriculture pour donner lieu à débat en règle sur les importations de bœuf, ce qui est indispensable à la promulgation de la première loi canadienne régissant l'importation de la viande.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour mettre la motion en délibération?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AFRIQUE DU SUD—ON DEMANDE DE CONDAMNER UN ACTE D'AGRESSION—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Madame le Président, je voudrais soulever aujourd'hui une question importante et urgente. Compte tenu de l'incursion au Mozambique des troupes du gouvernement de l'Afrique du Sud, qui a fait huit morts, et comme l'Afrique du Sud a fait connaître son intention de faire suivre ce raid au Mozambique par des attaques répétées dans les pays voisins, je propose, appuyé par le député de Regina-Est (M. de Jong):

Que la Chambre condamne l'acte d'agression de l'Afrique du Sud contre le Mozambique, qui constitue une violation de l'intégrité territoriale d'un État souverain et indépendant; et somme le gouvernement de l'Afrique du Sud de mettre fin sur-le-champ à ces raids chez ses voisins, qui menacent l'équilibre de toute la région du Sud de l'Afrique et risquent de provoquer une guerre.

Questions orales

Mme le Président: La Chambre accorde-t-elle son consentement unanime à cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'INDUSTRIE

L'EMPLACEMENT DE L'USINE DE MONTAGE DU DASH-8—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Bill Domm (Peterborough): J'invoque l'article 43 du Règlement afin de proposer une motion. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) a fini par annoncer l'implantation à Downsview d'une usine de montage du Dash-8. Contrairement à vingt autres localités qui ont été étonnées de voir le gouvernement leur préférer trois ministres de la région de York, Peterborough n'a pas été surprise de cette décision. Ce n'est pas la première fois que nous sommes témoins de favoritisme puisque déjà Parcs Canada et Eldorado Nucléaire Ltée se sont installés dans des circonscriptions représentées par des ministres libéraux, soit Cornwall et Blind River. Je propose donc, appuyé par le député de Durham-Northumberland (M. Lawrence):

Que le gouvernement cesse de tenir compte seulement des besoins de ses ministres et qu'il reconnaisse que d'autres régions du Canada, outre celles que représentent des ministres et des députés libéraux, méritent son attention.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour que cette motion soit présentée?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA CONSTITUTION

LES PROPOS DU PREMIER MINISTRE À LA SUITE D'UNE RÉUNION AVEC LE PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il se souviendra sans doute de la question qu'on lui a posée en Grande-Bretagne, le 25 juin dernier, à sa sortie du 10 Downing Street:

M^{me} Thatcher a donc dit que la Grande-Bretagne ne ferait, en aucun cas, obstacle au rapatriement de la constitution?

A quoi le premier ministre a répondu:

Elle n'a pas dit cela et je ne lui ai pas demandé de le dire.

Le premier ministre du Canada peut-il nous dire s'il est disposé à maintenir devant la Chambre sa déclaration du 25 juin?